

Document: EC 2020/108/W.P.4
Point de l'ordre du jour: 5
Date: 4 mars 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Évaluation thématique de l'appui du FIDA à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques

Document d'orientation

Note à l'intention des membres du Comité de l'évaluation

<u>Questions techniques:</u>	<u>Responsables:</u>	<u>Transmission des documents:</u>
Oscar A. Garcia Directeur Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA téléphone: +39 06 5459 2274 courriel: o.garcia@ifad.org	Deirdre Mc Grenra Cheffe Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres téléphone: +39 06 5459 2374 courriel: gb@ifad.org	
Suppiramaniam Nanthikesan Fonctionnaire principal chargé de l'évaluation téléphone: +39 06 5459 2243 courriel: s.nanthikesan@ifad.org		

Comité de l'évaluation — Cent huitième session
Rome, 1^{er} avril 2020

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé	iii
I. Justification de l'évaluation	1
II. Cadre conceptuel et théorie du changement	2
A. Définitions et concepts	2
B. Théorie du changement	4
III. Soutien du FIDA à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques	8
IV. Cadre d'évaluation	9
A. Objectif et portée	9
B. Priorités d'évaluation et questions	9
C. Méthode d'évaluation	10
D. Limites	13
E. Mise au point de la conception de l'évaluation	13
V. Processus d'évaluation	13

Appendices

I	Evaluation matrix	Error! Bookmark not defined.
II	Key milestones in IFAD's support for climate change adaptation	Error! Bookmark not defined.
III	Descriptive analysis of IFAD's projects supporting smallholder farmers' adaptation to climate change	Error! Bookmark not defined.
IV	People consulted	Error! Bookmark not defined.
V	Preliminary bibliography	Error! Bookmark not defined.

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IOE	Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

Résumé

1. Cette évaluation thématique a pour objet de déterminer l'efficacité en matière de développement de l'appui fourni par le FIDA dans le but de renforcer l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques. Elle différera des évaluations institutionnelles habituelles, qui visent principalement à apprécier les aspects organisationnels contribuant à l'obtention de résultats. Elle permettra de dégager des enseignements au profit des interventions actuelles et futures, sachant qu'il est impératif et urgent d'apporter un appui à l'adaptation des petits exploitants et qu'il est nécessaire de lutter contre la pauvreté en milieu rural. Elle visera également à déterminer si le FIDA est bien placé pour honorer les engagements qu'il a pris en matière d'adaptation aux changements climatiques durant la période couverte par la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) et les années suivantes pour répondre aux besoins des petits exploitants face aux risques climatiques existants et prévus.
2. Aux fins de la présente évaluation, l'adaptation est définie comme étant le processus d'ajustement aux risques climatiques (effets actuels et attendus des changements climatiques) conçu pour atténuer les répercussions défavorables ou exploiter les avantages procurés. Les risques climatiques et l'adaptation ont un caractère local et dépendent du contexte. Pour produire de bons résultats, les mesures d'adaptation doivent renforcer la résilience des systèmes humains et des écosystèmes dans un lieu donné.
3. L'équipe chargée de l'évaluation considérera toutes les interventions du FIDA concernant l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques, même si leurs objectifs ne visent pas expressément à faire face aux risques climatiques. Pour éviter de finir par considérer que chaque activité soutient l'adaptation, les interventions seront classées selon deux critères: i) l'existence, ou non, de risques climatiques, et ii) le fait de considérer que l'intervention en question peut, ou non, avoir aidé les petits exploitants à s'adapter à ces risques. Cette approche tient compte du fait que le FIDA travaille de longue date dans des régions caractérisées par des conditions climatiques variables et difficiles, et qu'il y menait des interventions bien avant que l'adaptation aux changements climatiques ne devienne une priorité institutionnelle en 2010 (FIDA8). L'examen du portefeuille réalisé par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) indique que les activités poursuivies au titre de projets antérieurs, qui n'avaient pas pour objectif déclaré de faire face aux risques climatiques, recourent dans une mesure considérable celles des projets d'adaptation aux changements climatiques classés comme tels sur la base des critères utilisés à cette fin par les banques multilatérales de développement.
4. L'évaluation thématique portera sur l'analyse de l'exercice du principe de responsabilité durant les années 2010-2019 puisque c'est durant cette période que l'adaptation aux changements climatiques est devenue une priorité institutionnelle du FIDA. Elle inclura toutefois les activités poursuivies par le FIDA depuis 2004, qui est l'année durant laquelle les activités du Fonds ont commencé à expressément couvrir l'adaptation aux changements climatiques, pour en tirer des enseignements.
5. L'évaluation aura une composante sommative et une composante formative. La composante sommative donnera lieu à l'analyse des résultats des opérations du FIDA dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques de manière à en tirer des leçons qui pourront être utilisées avec profit dans le cadre d'interventions futures. Pour produire des résultats, les activités du FIDA doivent donner aux petits exploitants les moyens de faire face aux effets défavorables des changements climatiques et de les surmonter. Elles doivent être adaptées au contexte et être conçues en fonction de la nature, de la fréquence et de l'ampleur des effets défavorables considérés; elles doivent aussi bénéficier aux petits exploitants les plus marginalisés et les plus

vulnérables sans toutefois nuire aux écosystèmes. L'évaluation thématique permettra de déterminer aussi la contribution du FIDA aux modifications institutionnelles et stratégiques apportées aux niveaux infranational et national pour favoriser l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques. La composante formative examinera la mesure dans laquelle le FIDA peut aider les petits exploitants à s'adapter aux changements climatiques en poursuivant les mesures et les stratégies nécessaires, en apportant les ressources humaines et financières requises, en forgeant des partenariats, en établissant une base de connaissances, en concevant des outils, en fournissant des orientations et en proposant des instruments financiers.

6. La structure détaillée de cette évaluation sera établie d'ici la fin avril 2020, et le rapport d'évaluation final sera soumis au Conseil d'administration lors de sa cent trente-deuxième session en avril 2021.

I. Justification de l'évaluation

1. Lors de sa cent vingt-huitième session (décembre 2019), le Conseil d'administration a approuvé la proposition d'une évaluation thématique de la contribution du FIDA à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques¹. Cette évaluation donnera lieu à l'examen des résultats obtenus par le FIDA dans nombre de domaines, notamment l'apport d'une aide aux petits exploitants pour gérer les risques climatiques; l'intégration systématique de l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes et les projets; la promotion de politiques et de stratégies tenant compte des enjeux climatiques aux niveaux national et mondial; la mise à l'essai et la reproduction à plus grande échelle d'approches axées sur le climat².
2. Les changements climatiques ont des effets défavorables sur la sécurité alimentaire, la santé humaine, l'approvisionnement en eau, l'environnement, l'activité économique et les infrastructures physiques³. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2018)⁴ met en lumière les répercussions des changements climatiques sur les écosystèmes, la réduction rapide des possibilités d'action et le nombre et la portée limités d'interventions d'adaptation efficaces menées à une échelle suffisante pour produire des transformations. Une augmentation des températures de deux degrés Celsius à l'échelle mondiale exacerbera le risque de famine associé aux changements climatiques⁵, exercera de fortes pressions sur les écosystèmes marins et terrestres, forcera près de 2 milliards de personnes à vivre dans des environnements caractérisés par la pénurie d'eau⁶ et creusera les inégalités entre les femmes et les hommes⁷.
3. Étant donné l'urgence de la situation, les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comprennent l'adaptation aux changements climatiques et un développement écologiquement viable⁸. Ces objectifs de développement durable ont été formulés à la suite d'importants accords internationaux ayant trait au climat, comme la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992), le Protocole de Kyoto (1997), l'Accord de Paris et l'accord établissant la Conférence des Parties⁹.
4. Si l'on dispose d'informations concernant les impacts escomptés des changements climatiques sur l'agriculture et les mesures d'adaptation qui pourraient atténuer ces impacts, les évaluations concernant plus particulièrement la vulnérabilité des petits exploitants aux changements climatiques sont, en revanche, très limitées¹⁰. Les petites exploitations agricoles constituent 75% de toutes les exploitations¹¹ et emploient 60% des travailleurs agricoles à l'échelle mondiale¹²; elles produisent plus de 80% des aliments consommés dans le monde en développement (Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2013). Plus de la moitié des habitants de la planète souffrant de dénutrition sont toutefois des petits producteurs agricoles¹³. L'agriculture paysanne est menacée de manière disproportionnée par l'imprévisibilité des conditions météorologiques, le dérèglement des saisons, la fréquence des

¹ Voir le document EB 2019/128/R.3.

² *Ibid.*

³ FIDA, 2009, p. 1.

⁴ GIEC, 2018.

⁵ Programme alimentaire mondial: <https://www.wfp.org/climate-action>.

⁶ ONU-Eau: <https://www.unwater.org/water-facts/scarcity/>.

⁷ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques: <https://unfccc.int/gender>.

⁸ Objectifs de développement durable 2, 12, 13, 14.

⁹ Voir <https://www.eesi.org/policy/international> pour l'historique des grandes négociations des Nations Unies dans le domaine climatique.

¹⁰ Donatti *et al.*, 2019.

¹¹ Lowder *et al.*, 2016.

¹² Fyfe, 2002.

¹³ FIDA, 2011; Lloyd *et al.*, 2018.

catastrophes naturelles et d'autres risques climatiques¹⁴, mais l'architecture financière des mesures d'adaptation axée sur les petits exploitants est souvent fragmentée et inadéquate¹⁵. La fourniture d'un appui à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques est donc indissociable de la mission du FIDA, qui consiste à investir dans les populations rurales pauvres de manière à renforcer la production et la sécurité alimentaires et à éliminer la pauvreté en milieu rural¹⁶.

5. Étant donné les activités menées de longue date par le FIDA dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, les efforts qu'il déploie pour systématiquement intégrer l'adaptation dans ses opérations et l'accroissement de l'envergure de ses investissements climatiques, il semble pertinent de faire le bilan de la situation et d'en tirer des enseignements pour déterminer comment améliorer les interventions actuelles et futures du Fonds et renforcer les efforts d'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques. Les contributions du FIDA ont été examinées par IOE dans le cadre de ses évaluations des résultats des projets et des rapports d'achèvement de projet qu'il a établis depuis 2015, de son évaluation de l'impact des projets d'adaptation aux changements climatiques et de l'examen à mi-parcours du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) qui se déroule actuellement. Aucune évaluation indépendante ou autoévaluation de la manière dont les interventions, les politiques et les stratégies du FIDA peuvent, conjointement, renforcer la résilience des petits exploitants face aux changements climatiques n'a toutefois été réalisée. Il n'existe, en d'autres termes, aucune évaluation de l'efficacité globale des activités de développement du FIDA en ce domaine. Il est donc nécessaire de procéder à cette évaluation thématique.

II. Cadre conceptuel et théorie du changement

A. Définitions et concepts

6. L'expression "changements climatiques" s'entend "des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité annuelle du climat observée au cours de périodes comparables"¹⁷. La notion de "risque climatique" se réfère aux effets éventuellement néfastes d'un aléa lié au climat sur les conditions de vie, les moyens d'existence, la santé et le bien-être des populations; sur les écosystèmes et les espèces; sur les actifs économiques, sociaux et culturels; sur les services (y compris les services des écosystèmes); sur les infrastructures. Les risques climatiques touchent les systèmes humains ainsi que les systèmes naturels, et sont souvent représentés par la probabilité d'occurrence de tendances ou de phénomènes dangereux, multipliée par les impacts de ces tendances ou phénomènes lorsqu'ils se produisent. Le risque résulte des interactions entre la vulnérabilité, l'exposition et les dangers (graphique 1). L'"adaptation" désigne le processus d'ajustement aux effets observés ou attendus des changements climatiques poursuivi dans le but d'atténuer les effets néfastes et d'exploiter les possibilités bénéfiques¹⁸. Le terme "résilience" désigne la capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à faire face à une tendance ou à un phénomène dangereux ou à une perturbation, à apporter une réponse ou à se réorganiser de manière à maintenir leur fonction essentielle, leur identité et leur structure en même temps que la capacité d'adaptation, d'apprentissage et de transformation¹⁹.

¹⁴ <https://undocs.org/en/A/73/293>.

¹⁵ Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2018.

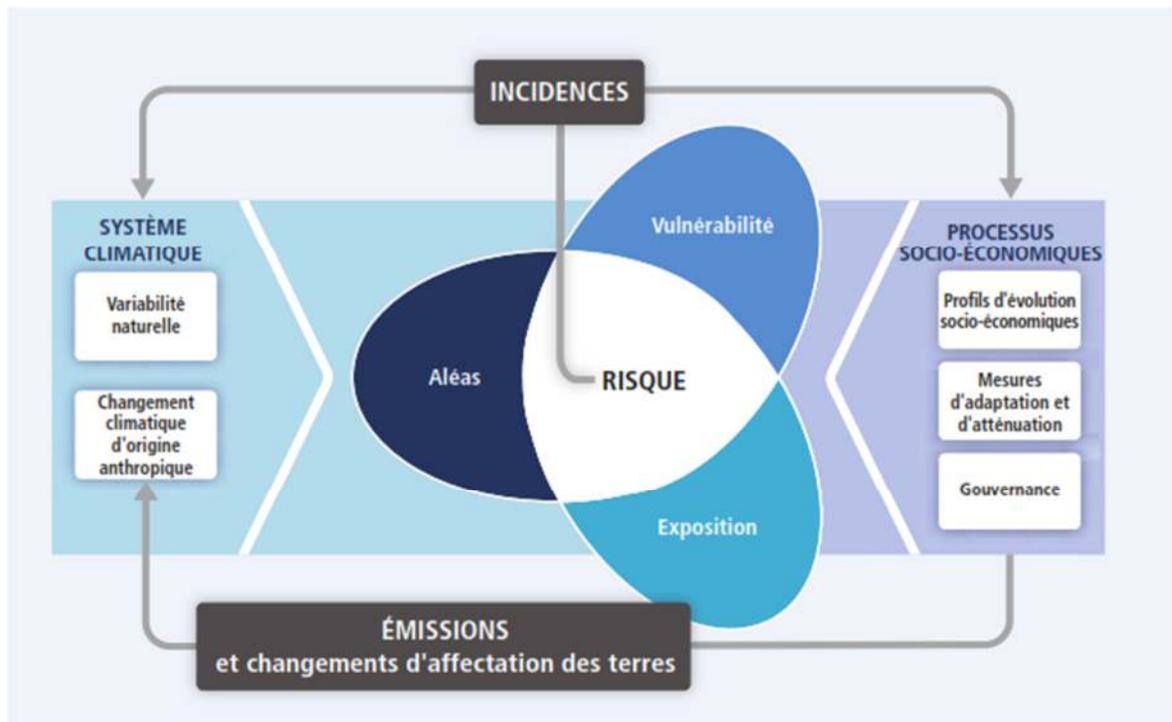
¹⁶ Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.

¹⁷ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, article 1.

¹⁸ Glossaire du GIEC: https://www.ipcc-data.org/guidelines/pages/glossary/glossary_a.html.

¹⁹ Glossaire du GIEC: <https://www.ipcc.ch/sr15/chapter/glossary/>.

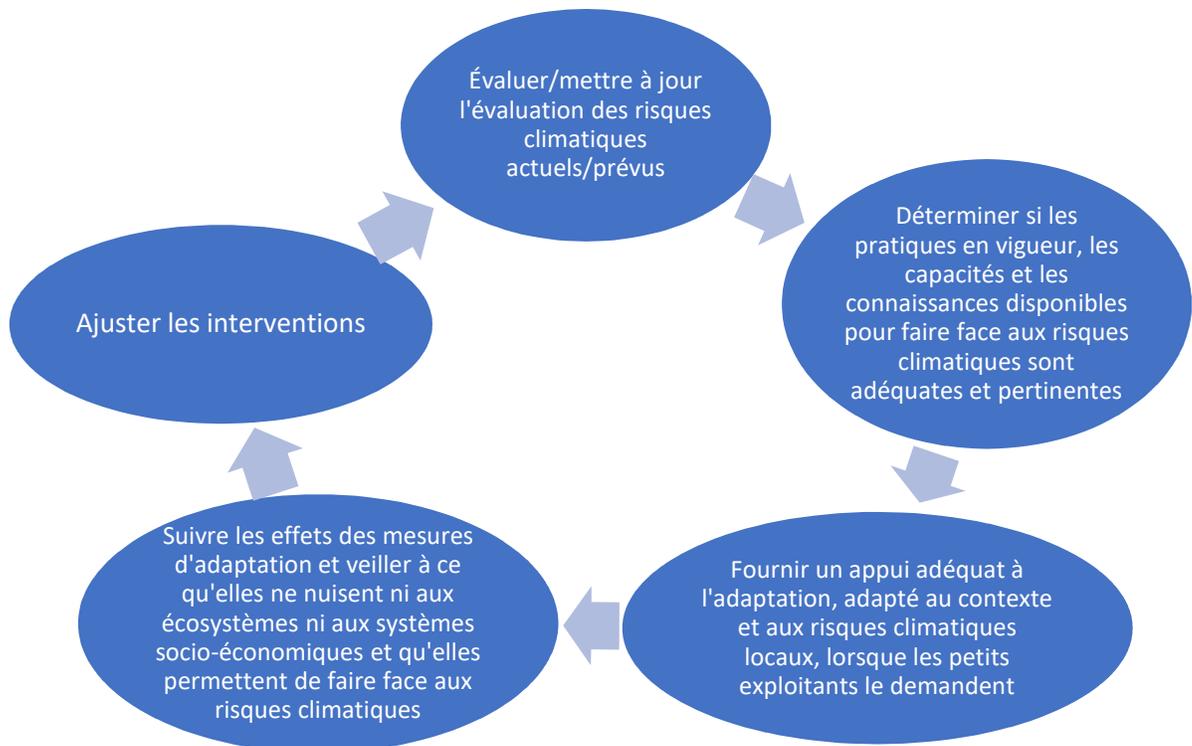
Graphique 1
Risques climatiques et réponses



Source: Changements climatiques 2014: incidences, adaptation et vulnérabilité (GIEC, 2014).

7. Bien qu'elles soient étroitement liées, les mesures d'adaptation aux changements climatiques et les mesures de viabilité environnementale ne sont pas synonymes, et peuvent impliquer des arbitrages ou produire des synergies. Les efforts menés dans le but de poursuivre l'une de ces catégories de mesures ne donnent pas nécessairement lieu à la prise en compte intégrale des besoins couverts par l'autre catégorie. En raison de ces similitudes et de ces différences, il a toujours été difficile de déterminer, dans le cadre des programmes de développement connexes, les actions qui permettent de promouvoir et d'interpréter au mieux les résultats obtenus.
8. Il est nécessaire de considérer les actions menées à des fins d'adaptation par les petits exploitants et leur base de connaissances dans le contexte des risques climatiques qui se posent à l'échelle locale, tout en évaluant l'efficacité et la pertinence de ces actions face aux risques repérés. Si les capacités d'intervention existantes sont loin d'être suffisantes étant donné l'ampleur des risques climatiques, il sera nécessaire d'apporter une aide extérieure aux petits exploitants pour qu'ils puissent repérer les risques locaux, recenser les actions menées et les connaissances existantes et déterminer si les mesures d'adaptation renforcées ainsi que leur impact sur les écosystèmes et les systèmes socio-économiques en question sont appropriés et adéquats. Il est nécessaire, par suite de l'accélération des changements climatiques, de procéder à une réévaluation périodique des risques dans les régions les plus exposées aux menaces climatiques de manière à assurer la poursuite d'interventions adéquates (graphique 2).

Graphique 2

Comment donner aux petits exploitants les moyens de s'adapter aux changements climatiques

Source: IOE, 2020.

9. Les risques climatiques et l'adaptation ont un caractère local, mais il est essentiel de reproduire les mesures d'adaptation ayant donné de bons résultats localement dans d'autres sites présentant des conditions similaires, le but étant d'assurer un ajustement systématique et généralisé aux changements climatiques. Les habitants de tous les sites confrontés à des risques climatiques ont, en effet, besoin de stratégies d'adaptation. Cela vaut en particulier pour les petits exploitants et les ruraux pauvres, car les perturbations qui peuvent nuire à leur sécurité alimentaire et à leurs moyens d'existence ont, dans leur cas, de bien plus graves répercussions. Cela signifie que les interventions d'adaptation aux changements climatiques doivent être menées à une échelle suffisante pour bénéficier à tous les petits exploitants exposés à des risques climatiques. Les instruments de financement climatique novateurs, comme les mécanismes de financement en cas de sécheresse et de catastrophe naturelle, ou les systèmes d'assurance indiciaire et indexée en fonction des conditions météorologiques²⁰, peuvent accroître l'échelle des interventions dans la mesure requise.

B. Théorie du changement

10. Le renforcement de l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques est l'une des priorités du FIDA. Une version schématique de la théorie du changement imbriquée au niveau du système a été élaborée; elle sera renforcée et validée par les principales parties prenantes lors de la phase de conception finale²¹. Les principaux éléments de cette théorie imbriquée sont présentés dans le graphique 3.

²⁰ Les pertes assurées sont corrélées à un indice (par exemple, le niveau des pluies ou même le degré d'humidité des sols).

²¹ Le rapport de 2018 intitulé Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025 présente une théorie du changement pour l'organisation. Cette dernière concerne toutefois aussi bien l'environnement que les changements climatiques et ne traite pas de manière particulière de l'adaptation aux changements climatiques. L'ASAP ne présente aucune théorie du changement de portée institutionnelle pour l'adaptation.

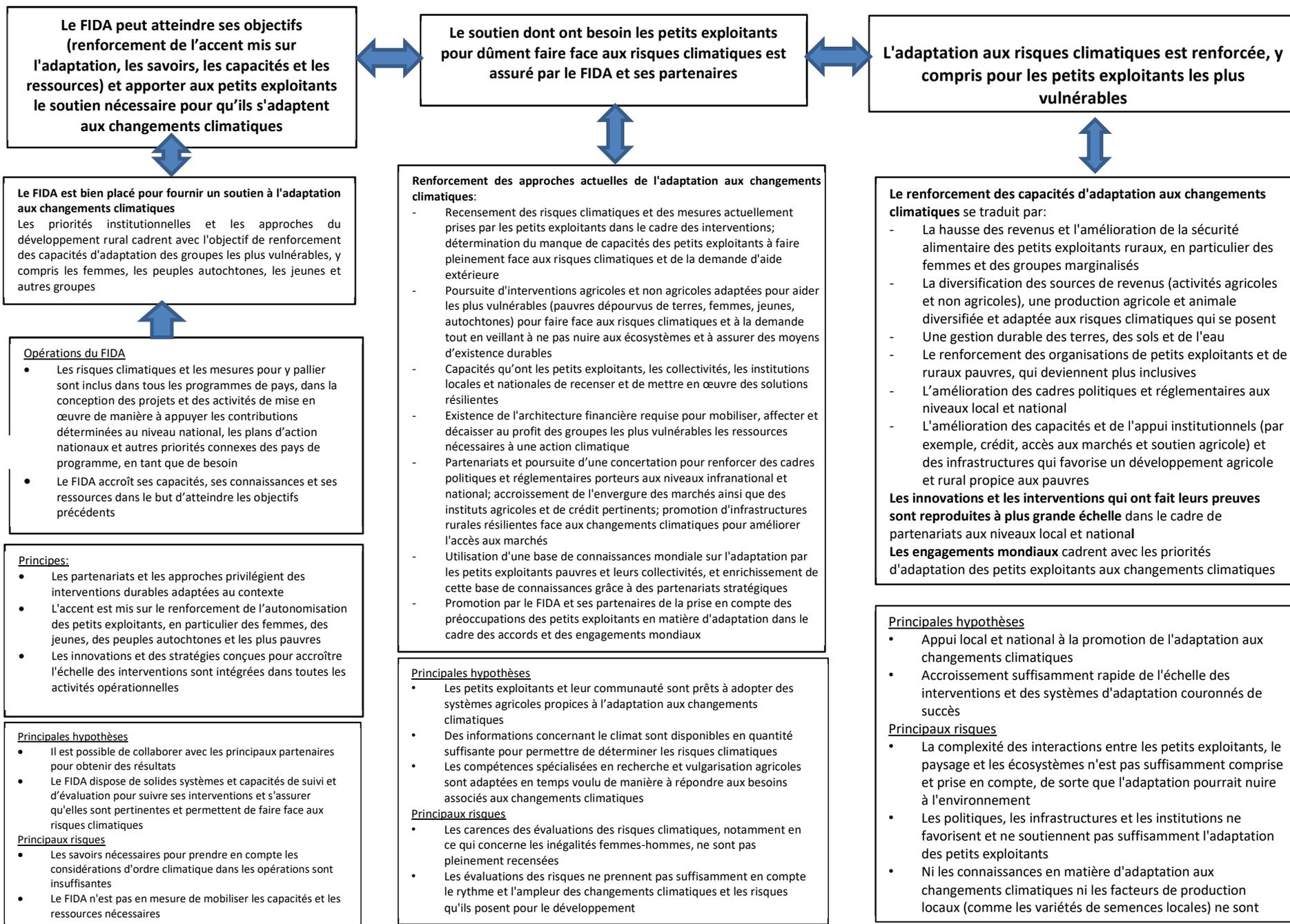
11. Étant donné que les changements climatiques touchent de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables, notamment les pauvres, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les petits exploitants et leurs collectivités, il est nécessaire de procéder à une évaluation rationnelle et de formuler des interventions efficaces pour faire face aux risques climatiques, tout en veillant à éviter que ces interventions ne nuisent aux écosystèmes. Lorsque les petits exploitants et les membres de leur communauté ont des capacités d'adaptation insuffisantes face aux effets des changements climatiques, il leur est possible de solliciter l'aide de partenaires extérieurs comme le FIDA. Il importe de reconnaître, dans le cadre de l'appui à l'adaptation, que les activités d'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques s'inscrivent dans le cadre des pratiques qu'ils adoptent pour assurer leur subsistance. Pour promouvoir des moyens d'existence durables pour les personnes dépourvues de terre et les autres ruraux pauvres (notamment ceux qui ont une entreprise non agricole), il faut qu'il existe un cadre de politiques publiques propice, de solides marchés, des institutions de crédit et des organisations d'agriculteurs, et que les petits exploitants et les institutions publiques locales aient les capacités requises pour participer à des interventions de résilience climatique. Il faut, à cette fin, pouvoir disposer d'une base de connaissances mondiale sur les options qui peuvent être retenues en ce domaine et développées par les petits exploitants.
12. La définition d'une intervention pertinente face aux besoins d'adaptation aux changements climatiques repose sur d'importantes hypothèses qu'il importe de ne pas écarter. Il se pourrait, par exemple, que la constitution de nouveaux partenariats ou le renforcement des partenariats existants et la poursuite d'une collaboration pour fournir les connaissances et les ressources nécessaires compte tenu des risques climatiques exigent des capacités supérieures à celles que ces partenariats sont en mesure de fournir. Il faut que les capacités de suivi, d'évaluation et de supervision s'accroissent dans une mesure suffisante parallèlement à des changements climatiques généralisés et rapides; et qu'elles produisent les indications et les informations nécessaires à l'établissement de programmes d'adaptation.
13. Grâce à la poursuite d'interventions d'adaptation et à la maîtrise des risques, il sera possible aux petits exploitants et aux membres de leur communauté de mieux s'adapter aux changements climatiques; en effet, elles permettront d'améliorer et de diversifier leurs revenus, de conforter la sécurité alimentaire, de renforcer les institutions d'appui et d'assurer l'existence d'un cadre de politiques publiques positif et porteur. Des mesures seront prises pour développer des entreprises non agricoles et les entreprises d'appui à l'agriculture dans des communautés de petits exploitants, dans le but de renforcer les moyens d'existence des ruraux pauvres, y compris les personnes dépourvues de terre, les jeunes et d'autres groupes, en réduisant leur exposition aux risques. Il sera possible d'établir un cadre positif et porteur en procédant à des modifications stratégiques et réglementaires de manière à soutenir l'adaptation et la viabilité. Il faudra, à cette fin, établir une plateforme de connaissances sur les questions climatiques que le FIDA et ses partenaires pourront utiliser et enrichir en incluant des informations de portée mondiale et nationale pour accroître l'échelle des interventions d'adaptation qui ont fait leurs preuves. Si la complexité des interactions entre les petits exploitants, les paysages et les écosystèmes ou les vulnérabilités particulières des femmes et des groupes défavorisés ne sont pas suffisamment comprises et prises en compte, il se peut que les efforts d'adaptation nuisent à l'environnement et que la réalisation de l'objectif d'une résilience durable soit compromise.
14. L'évaluation partira enfin du principe que les critères ci-après sont des conditions nécessaires à un appui soutenu et efficace du FIDA à l'adaptation des petits

La théorie du changement considéré dans ce document d'orientation s'appuie sur le cadre de résultats et le document d'orientation de l'ASAP.

exploitants aux changements climatiques: i) l'adaptation aux changements climatiques est considérée comme une priorité institutionnelle; ii) une stratégie institutionnelle a été mise en place et les directives et les outils nécessaires ont été établis de manière à systématiquement intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la conception et la mise en œuvre de toutes les opérations; iii) les capacités, les connaissances et les ressources requises ont été réunies aux fins de la conception et de la mise en œuvre d'interventions durables adaptées au contexte; iv) des partenariats stratégiques ont été forgés à des fins de collaboration avec des acteurs essentiels dans le but d'obtenir les résultats souhaités et de promouvoir un environnement stratégique porteur aux niveaux local et national, et de veiller à ce que les engagements mondiaux cadrent avec les priorités des petits exploitants. L'évaluation prendra en considération les risques associés à la mobilisation de ressources et de capacités (organisationnelles et techniques) adéquates ainsi que l'établissement d'une base de connaissances suffisante pour faire face aux risques climatiques actuels et nouveaux.

Graphique 3

Théorie du changement de haut niveau: renforcement de l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques (cette théorie sera mise au point en concertation avec le FIDA durant l'atelier de conception)



III. Soutien du FIDA à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques

15. Depuis 30 ans, le FIDA manifeste sa détermination à aider les petits exploitants ruraux pauvres vivant dans des conditions agroécologiques marginales ou difficiles et à accroître la productivité agricole dans des conditions climatiques défavorables.
16. Les principales étapes de l'action du FIDA dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques sont indiquées ici et décrites plus en détail dans l'appendice II. En 2004, le FIDA est devenu un partenaire d'exécution accrédité du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dans le cadre d'opérations d'adaptation aux changements climatiques pour lesquelles des financements ont été approuvés, et l'adaptation aux changements climatiques est devenue un objectif explicite de certaines interventions du Fonds. Ce dernier a déclaré que l'adaptation aux changements climatiques était une priorité institutionnelle dans le cadre de FIDA8 (2010-2012)²². Une stratégie en ce domaine a été adoptée en 2010, et le programme phare ASAP a été lancé en 2012 dans le but d'aider les petits exploitants qui investissent dans la résilience climatique²³. Les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, qui sont obligatoirement appliquées depuis 2015, constituent un mécanisme essentiel à l'intégration systématique des actions menées face aux changements climatiques. Le renforcement de la viabilité environnementale et de la résilience climatique constitue l'un des trois objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. En 2018, la Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025 a fusionné les stratégies climatiques et environnementales et a formulé l'engagement de réduire l'exposition et la vulnérabilité aux changements climatiques de 24 millions de petits exploitants ruraux d'ici 2025²⁴. Selon les estimations établies dans le cadre de l'examen à mi-parcours de FIDA11, 34% du montant total des investissements réalisés par le FIDA en 2019, soit 568 millions d'USD, ont été directement affectés au financement d'actions climatiques.
17. Le FIDA favorise l'adaptation des petits exploitants en fournissant des services financiers tels que prêts, dons et assistance technique remboursable. Les projets de prêt ont pour objet de promouvoir et de reproduire les activités de résilience climatique des petits exploitants qui ont produit des résultats tout en réduisant le plus possible les risques aussi bien pour les pays emprunteurs que pour le Fonds; les dons visent à mettre à l'essai et à adapter à un contexte particulier des solutions et des approches auxquelles les bénéficiaires n'ont jamais antérieurement eu recours. L'appendice III fournit de plus amples informations sur les activités de prêt et hors prêt du FIDA.
18. Les partenariats contribuent de manière cruciale à permettre au FIDA de recenser et de promouvoir des interventions renforçant l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques et d'en accroître l'échelle. Les partenaires du FIDA sont aussi bien des entités nationales (organismes publics, donateurs bilatéraux, centres de recherche nationaux, organisations d'agriculteurs, organisations non gouvernementales, acteurs privés, etc.) que des organisations internationales (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, réseaux régionaux et internationaux d'organisations d'agriculteurs, organisations multilatérales comme les

²² L'appendice II présente la chronologie des principales étapes de l'action du FIDA face aux changements climatiques.

²³ Le budget de cette initiative a atteint au total à 298 millions d'USD (moyennant des contributions de la Belgique, du Canada et du Royaume-Uni). Au titre du programme, des dons ont été accordés pour inciter les agriculteurs à adopter des pratiques résilientes face aux changements climatiques.

²⁴ Stratégie et plan d'action du FIDA (2018) dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025.

organismes ayant leur siège à Rome et autres institutions financières internationales, etc.).

IV. Cadre d'évaluation

A. Objectif et portée

19. L'évaluation thématique vise à: i) examiner les résultats obtenus par le FIDA dans le cadre de l'appui fourni aux efforts d'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques (composante sommative); ii) recenser les principaux enseignements et formuler des recommandations sur la manière dont le FIDA pourra renforcer son approche et améliorer ses résultats en ce domaine (composante formative). Elle renforcera les cadres de responsabilité et d'apprentissage de l'organisation et favorisera l'efficacité des activités de développement menées par le FIDA pour assurer une adaptation inclusive et durable des petits exploitants aux changements climatiques. Les connaissances et les résultats seront aussi renforcés grâce à l'examen et à l'évaluation d'autres investissements dans l'adaptation aux changements climatiques effectués par des fonds climatiques multilatéraux, la Banque mondiale et des banques multilatérales de développement, des organismes bilatéraux, des organisations philanthropiques et d'autres institutions.
20. L'adaptation aux changements climatiques est une entreprise tributaire du contexte local puisque les vulnérabilités et les possibilités d'adaptation sont de portée locale. Les engagements pris à l'échelle mondiale et les politiques et les réglementations nationales ont toutefois des répercussions sur les actions locales. Cette évaluation thématique couvrira les interventions du FIDA aux niveaux mondial, national et infranational dans tous les pays de programme.
21. L'examen préliminaire du portefeuille réalisé par IOE confirme que les interventions du FIDA aidaient déjà les petits exploitants et les systèmes agricoles à faire face aux effets des changements climatiques avant que cette action devienne une priorité institutionnelle et que les résultats en ce domaine fassent l'objet d'un suivi particulier (appendice III)²⁵. La composante formative de l'évaluation couvre les projets approuvés durant la période 2004-2010 de manière à examiner l'expérience acquise dans leur cadre et à en tirer des enseignements sur ce qui donne, ou non, de bons résultats. Cet examen à plus long terme de l'expérience du FIDA apportera des éléments supplémentaires à l'évaluation, laquelle considérera à la fois les résultats souhaités et imprévus des projets de manière à déterminer la contribution du FIDA dans son intégralité. La responsabilité du Fonds ne sera évaluée que pour les interventions entreprises après que l'organisation a déclaré son intention en la matière en 2010.
22. L'évaluation portera également sur les instruments de financement utilisés dans le cadre des opérations du FIDA, à savoir les prêts, les dons et les instruments de financement supplémentaires tels que ceux employés par l'ASAP, le FEM et le Fonds pour l'adaptation. Elle privilégiera l'examen de la capacité du FIDA à utiliser plusieurs de ces instruments et l'efficacité avec laquelle il intègre systématiquement l'adaptation des petits exploitants aux effets des changements climatiques.

B. Priorités d'évaluation et questions

23. Cette évaluation visera essentiellement à examiner la mesure dans laquelle les initiatives bénéficiant de l'appui du FIDA aident les petits exploitants à s'adapter aux effets des changements climatiques en favorisant des moyens d'existence résilients et en améliorant leur sécurité alimentaire.

²⁵ FIDA8 (2010-2012) comptait la lutte contre les changements climatiques au nombre de ses priorités opérationnelles.

24. Les questions essentielles auxquelles l'évaluation doit répondre sont énoncées ci-après:
- Dans quelle mesure les interventions du FIDA ont-elles amélioré la capacité des petits exploitants et de leurs collectivités, notamment les populations les plus vulnérables en ce domaine comme les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, à s'adapter aux changements climatiques? Quelles sont les interventions qui ont donné de bons résultats et pour quelles raisons? Des opportunités ont-elles été manquées?
 - Dans quelle mesure le FIDA a-t-il tiré parti de ses opérations pour renforcer la capacité d'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques aux niveaux local, infranational et national en forgeant des partenariats et en accroissant l'échelle des interventions ayant produit de bons résultats, en encourageant la poursuite de politiques propices, en renforçant les capacités institutionnelles et en améliorant l'architecture financière de l'adaptation? Quelles sont les interventions qui ont donné de bons résultats et pour quelles raisons? Des opportunités ont-elles été manquées?
 - Dans quelle mesure le FIDA est-il équipé pour faire face aux défis actuels et escomptés posés par l'adaptation des petits exploitants et pour honorer les engagements qu'il a pris durant la période couverte par FIDA11 et au-delà?
25. Pour répondre à ces questions, l'évaluation se fondera sur les critères d'efficacité, de viabilité, d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes, d'innovation, d'efficacité et de pertinence. L'appendice I présente une série de questions se rapportant à ces critères, qui sera mise au point dans la section du rapport de conception consacrée aux obstacles relatifs aux données, au temps imparti et aux ressources disponibles.

C. Méthode d'évaluation

26. **Approche.** Une évaluation des interventions d'adaptation au niveau des projets est nécessaire car les risques climatiques et l'adaptation à ces derniers ont un caractère local. Ce type d'évaluation implique deux démarches: vérifier si l'évaluation des risques climatiques réalisée dans le cadre de la conception du projet (le cas échéant) est raisonnable, et déterminer si l'intervention est pertinente au regard de ces risques. Il est possible d'évaluer les contributions des projets en procédant au recoupement des valeurs issues des indicateurs ayant fait leurs preuves avec des données émanant de parties prenantes comme les petits exploitants, les organismes publics nationaux, les responsables de la gestion des projets du FIDA et des experts techniques²⁶. Il est nécessaire d'obtenir des contributions au niveau des régions et des provinces pour pouvoir pleinement évaluer la performance du FIDA.
27. L'évaluation aura recours à toute une gamme de méthodes de collecte et d'analyse des données pour réunir des informations, notamment des études de cas et des examens sur dossier, des enquêtes électroniques, des entretiens avec des sources de renseignement importantes, et des études documentaires.
28. Les études documentaires couvriront toutes les évaluations pertinentes consacrées par IOE aux interventions du FIDA approuvées depuis 2004, certaines autoévaluations, notamment les évaluations d'impact, les travaux de recherche et les études d'évaluation concernant l'adaptation et l'agriculture axées sur les petits exploitants (notamment celles du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'adaptation, de Conservation International, du Ministère du développement international du Royaume-Uni, du FEM, ou du Réseau pour la résilience). L'examen systématique des approches

²⁶ Rowe, 2019.

- d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques deviendra, si possible, un résultat.
29. Il importera par ailleurs de procéder à un examen plus approfondi des engagements et des accords mondiaux correspondants, de la documentation du FIDA et des rapports de pays pertinents. Les engagements institutionnels pris dans le cadre de FIDA8, FIDA9, FIDA10 et FIDA11, les cadres stratégiques, les stratégies institutionnelles connexes, les plans d'action, les directives et les outils concernant l'adaptation aux changements climatiques seront inclus dans cet examen.
 30. **Données provenant des prochaines évaluations d'IOE.** Les données d'évaluation seront complétées par les évaluations au niveau des projets et des pays qui seront conduites en 2020.
 31. **Examen du portefeuille.** Les trois portefeuilles considérés dans l'appendice III feront l'objet d'une étude conçue pour servir de base à une analyse descriptive et de cadre de référence pour le recensement des études de cas et l'échantillonnage.
 32. **Stratégie d'échantillonnage.** Un échantillon initial sera constitué à partir de la base de données des projets pour les interventions financées par des prêts et par des dons et à partir d'un examen du portefeuille pour les études de cas sur dossier. Les strates devant être utilisées pour cet échantillon représentatif de la population ciblée seront définies durant la phase initiale de l'opération et pourraient prendre en compte les catégories de risques climatiques et leur degré de gravité, les types d'intervention, les variations des liens entre développement et environnement (conflits, catastrophes, migrations et déplacements), les écologies agricoles (systèmes mixtes pastoralisme-agriculture paysanne, agriculture pluviale, zones riveraines irriguées, etc.) et les instruments de financement. Un sous-échantillon sera également constitué par choix raisonné dans le but de tester les hypothèses qui seront définies dans le rapport de conception dans le cadre d'un examen plus approfondi d'études de cas qui comprendront des visites sur le terrain. Les critères d'échantillonnage seront déterminés à titre préliminaire durant la phase initiale et seront confirmés à l'issue des études sur dossiers. La taille des échantillons sera déterminée durant la phase initiale et dépendra du volume des ressources disponibles et du temps imparti.
 33. Des études de cas fondées sur des examens sur dossier seront réalisées pour l'échantillon représentatif des Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et des projets. Elles donneront lieu à l'examen des documents de pays pertinents, notamment les plans de développement ruraux nationaux, les COSOP, les rapports de conception de projet, les examens à mi-parcours, les rapports de supervision et d'achèvement des projets, les évaluations de la stratégie et du programme de pays, les évaluations d'impact, les évaluations de la performance des projets et les validations des rapports d'achèvement de projet, selon le cas. L'examen préliminaire du portefeuille qui aura lieu durant la phase initiale sera axé sur les projets; cet examen sur dossier aura une plus large portée de manière à inclure des considérations importantes relatives au contexte, notamment la formation et la contribution des stratégies de pays, la participation des parties prenantes, la nature des risques climatiques et les capacités du pays considéré. Au moins 10 études de cas devraient être réalisées à partir d'examens sur dossier si le temps imparti et les ressources disponibles le permettent; ces examens bénéficieront des informations tirées des évaluations actuellement réalisées par IOE au niveau des projets et des pays.
 34. Les examens sur dossier suivront une méthode par rubrique et un système de notation numérique sera employé pour évaluer la probabilité d'atteindre les principaux résultats définis dans la théorie du changement. Sachant que les documents de projet sont

parfois incomplets, les responsables des examens sur dossier viseront à remédier aux lacunes qui pourraient revêtir de l'importance en contactant les principaux représentants et chargés de projet du FIDA et en consultant des sources secondaires si cela peut être utile. Quelques entretiens avec des parties prenantes et des représentants du FIDA et des pays seront organisés; ils devraient permettre d'examiner la conception et la mise en œuvre, l'élargissement de la portée des interventions et les questions ayant trait au contexte, et d'obtenir d'importantes informations sur la mise à profit des connaissances scientifiques, locales et traditionnelles et des enseignements qui peuvent éventuellement en avoir été tirés. L'examen sur dossier contribuera à préciser les autres éléments de l'évaluation.

35. **Études de cas fondées sur des visites de terrain.** Les études de cas axées sur les pays et les projets permettront de tester les nouvelles hypothèses portant sur les principaux points de l'évaluation, de vérifier la théorie du changement et ses hypothèses, de mieux comprendre l'évolution des projets ayant le plus d'impact – du stade de la stratégie nationale à l'achèvement du projet en passant par la phase de démarrage –, d'obtenir des informations supplémentaires sur les facteurs déterminant les résultats (aussi bien imprévus qu'attendus) et de renforcer le contrôle des impacts. Un échantillonnage par choix raisonné servira à déterminer les pays et les projets qui doivent être considérés pour tester les hypothèses de l'évaluation. Une étude pilote sera réalisée dans le but de valider les outils de collecte des données et les protocoles d'évaluation. Les études sur le terrain permettront d'obtenir des informations sur les perspectives des groupes suivants: i) directeurs et personnel chargé des opérations du FIDA, ii) autorités publiques nationales et unités d'exécution correspondantes, iii) petits exploitants agricoles, iv) partenaires, instituts de recherche, donateurs et autres intervenants essentiels du développement rural, v) observateurs de la société civile et d'organisations d'agriculteurs. L'étude pilote offrira également la possibilité d'observer directement les activités suggérées pour faire face aux changements climatiques et d'obtenir des informations en retour dans le cadre des entretiens tenus avec les bénéficiaires participant à des groupes de réflexion. Jusqu'à 10 études de cas fondées sur des visites de terrain devraient être réalisées si le temps imparti et les ressources disponibles le permettent.
36. **Entretiens avec des informateurs clés.** Des entretiens semi-directifs avec des directeurs et des membres du personnel chargé des opérations du FIDA, des agents de l'État, des membres d'organismes de recherche et des chercheurs, des organisations non gouvernementales, des organisations du secteur privé, des organisations d'agriculteurs et d'autres organisations de la société civile, et certains représentants du Conseil d'administration seront organisés. Une carte des parties prenantes sera préparée à partir des examens sur dossier et de l'enquête électronique, et servira de base à la détermination des personnes en mesure de fournir les informations requises qui seront interrogées. Les entretiens tenus dans le cadre des groupes de réflexion auxquels participeront les bénéficiaires et les membres de leur communauté seront également une source importante de renseignements.
37. **Données obtenues par télédétection.** Les données émanant de systèmes d'information géographique seront collectées, analysées et validées durant les visites de terrain organisées dans le cadre de certaines études de cas; elles serviront à compléter et à recouper les informations obtenues par d'autres moyens.
38. **Autoévaluation de la direction.** Il sera demandé à la direction de procéder à une autoévaluation à partir des principales questions préparées par IOE. Cette évaluation sera présentée et examinée dans le cadre d'un atelier de démarrage début 2020. Il s'agira d'un document interne qui ne sera pas publié.

39. **Enquête(s) électronique(s).** Le(s) enquête(s) électronique(s) permettra (permettront) de recouvrer des informations (connaissances, avis et expériences) auprès des directeurs et des membres du personnel d'appui technique et opérationnel du FIDA, des partenaires d'exécutions nationaux, des directeurs des projets financés par le FIDA et d'autres partenaires pertinents tels que le personnel de centres de recherche. Les questions seront fonction des différents groupes de personnes interrogées. L'enquête sera anonyme.

D. Limites

40. *Problèmes soulevés par l'évaluation des résultats.* Les interactions complexes qui existent entre les systèmes humains et les écosystèmes peuvent ne pas être pleinement apparentes durant la durée de vie d'un projet particulier.
41. *Limites du recensement des risques climatiques au niveau du projet.* Le recensement des risques climatiques à l'échelon local fournit des éléments essentiels à la conception de réponses appropriées. Les interventions antérieures n'ont pas bénéficié de ces informations techniques. Même lorsque les risques climatiques avaient été déterminés à l'échelon national, il était difficile d'obtenir des informations sur les risques à l'échelle géographique de l'intervention. Les capacités nationales et celles du FIDA évoluent toutefois, et devraient à terme permettre de formuler des modèles sur les changements climatiques pour recenser les risques en ce domaine.
42. *Limites liées à la disponibilité des données.* Pour pouvoir vérifier les modèles climatiques et évaluer les risques correspondants à l'échelon local, il sera nécessaire de disposer de séries chronologiques sur les changements climatiques et de les diffuser aux niveaux national et local. Il importera par ailleurs de déterminer si les interventions d'adaptation sont intégrées à une échelle pertinente au regard des pratiques des petits exploitants lorsque ces informations seront disponibles.
43. L'évaluation, telle que conçue, permettra de dépasser ces limites en s'appuyant sur de nouvelles études, en faisant appel aux contributions de groupes d'experts et en examinant certaines études de terrain.

E. Mise au point de la conception de l'évaluation

44. Un groupe consultatif d'experts extérieurs apportera des améliorations à la qualité des produits et des processus d'évaluation. Un partenariat principal de l'évaluation constitué d'un groupe de spécialistes dans les domaines techniques pertinents sera constitué au FIDA. Outre qu'il renforcera les éléments d'information de l'évaluation, ce partenariat encouragera la diffusion et l'utilisation des conclusions de l'évaluation thématique au FIDA. Un groupe d'experts apportera des connaissances de haut niveau pouvant servir à l'évaluation des effets environnementaux de différentes classes ou de différents types d'interventions et à la mise au point d'une méthode de notation qui sera ensuite utilisée dans le cadre de l'évaluation. Une théorie du changement plus détaillée, ayant pour objet d'établir la logique des opérations et de décrire plus précisément les résultats que devront produire les interventions du FIDA, sera formulée en concertation avec les principales parties prenantes. L'examen du portefeuille sera mené à terme. Un atelier de conception sera organisé à Rome dans le but d'achever la conception. Il s'accompagnera d'un atelier du groupe d'experts, auquel pourront assister tous les membres du personnel du FIDA.

V. Processus d'évaluation

45. **Étapes.** L'évaluation thématique comportera six phases: i) une phase de démarrage, qui sera consacrée au perfectionnement des questions et des méthodes d'évaluation et à la conception d'instruments de collecte de données spécifiques; ii) une phase de

collecte d'informations qui se déroulera au siège dans le cadre d'examens sur dossier et d'entretiens avec des représentants au Conseil d'administration, des membres de la direction et des membres du personnel du FIDA; iii) une phase de conception, de mise en œuvre et d'analyse de l'enquête électronique; iv) une phase pilote de réalisation puis d'application d'études de cas; v) une phase d'analyse des données; vi) une phase consacrée à l'établissement du rapport préliminaire et à sa soumission à la direction et à d'autres parties prenantes importantes aux fins de la vérification de l'exactitude des faits et des interprétations avant l'établissement du rapport final, à la présentation de la réponse de la direction et à la diffusion des conclusions et recommandations de l'évaluation.

46. **Équipe d'évaluation.** L'évaluation thématique sera menée par un évaluateur principal de IOE sous la direction stratégique générale du directeur et du directeur adjoint du Bureau. Cet évaluateur principal bénéficiera de l'appui de deux évaluateurs du Bureau, de deux analystes de l'évaluation en poste à Rome et de deux à trois consultants extérieurs de haut niveau. Des consultants nationaux fourniront un appui pour les études de cas.
47. **Calendrier.** L'évaluation sera conduite en 2020 et achevée au début de l'année 2021. Le tableau 1 ci-après présente un calendrier provisoire.

Tableau 1
Calendrier (provisoire) de l'évaluation

Activité	Date
Examen par les pairs du document d'orientation	15 janvier 2020
Document d'orientation soumis à la direction du FIDA	22 janvier 2020
Présentation des commentaires de la direction	5 février 2020
Examen du document d'orientation par le groupe consultatif	10 février 2020
Soumission du document d'orientation au Bureau du Secrétaire	12 février 2020
Atelier de conception	Mars 2020
Mise au point de la conception	Avril 2020
Atelier d'autoévaluation avec la direction	26 mars 2020
Examen du document d'orientation avec le Comité d'évaluation	1 ^{er} avril 2020
Étude documentaire	Février-avril 2020
Missions de terrain	Mai – août 2020
Analyse des éléments probants et d'autres données	Septembre 2020
Atelier de présentation des éléments à la direction	Octobre 2020
Rédaction du projet de rapport	Octobre -décembre 2020
Examen du rapport par les pairs d'IOE et par le groupe consultatif	Janvier 2021
Soumission du rapport à la direction	Février 2021
Observations de la direction	Mars 2021
Établissement de la version finale du rapport	Avril 2021
Examen par le Comité de l'évaluation	Juin 2021
Examen par le Conseil d'administration	Septembre 2021

Evaluation matrix

<i>Evaluation Criteria</i>	<i>Potential evaluation questions</i>	<i>Information sources</i>
Overarching questions (OQ* below refers to Overarching Questions)	<ol style="list-style-type: none"> 1. What difference did IFAD interventions make in the ability of smallholders and their communities to adapt to climate change - particularly, of those most vulnerable to climate change such as women, youth and indigenous peoples? What worked and why? Were there missed opportunities? 2. To what extent was IFAD able to leverage its lending activities to strengthen smallholder farmers' climate adaptation at local, subnational and national levels through partnerships, scaling up successful interventions, promoting enabling policies, strengthening capacities of institutions, improving adaptation financial architecture? What worked and why? Were there missed opportunities? 3. To what extent is IFAD equipped to address the existing and projected adaptation challenges facing smallholder farmers and meet its commitments under IFAD 11 and beyond? 	
Effectiveness	<i>Extent to which climate focus reduces vulnerability and improves resilience of poor stakeholders and their communities to climate shocks, improves smallholder livelihoods and food security and does not impair ecosystems.</i>	<i>Key informant interviews, Expert panel, Literature review, Desk review, Portfolio review, Case studies, Survey</i>
OQ1	Did the climate risk assessed by IFAD interventions and COSOPs accurately reflect the local knowledge and available climate data?	
OQ1	Were IFAD interventions adequate to equip the most vulnerable to address the climate risk identified – in terms of their ability to maintain functionality, recover from losses, and improve by learning to face future risks?	
OQ1	Were IFAD interventions (including financial instruments) appropriate to the local context (productive and regenerative) to equip the most vulnerable smallholders farmers to address the climate risk identified?	
OQ1	To what extent did IFAD-supported interventions contribute to livelihoods and food security of smallholders and other poor and vulnerable groups?	
OQ1	What effects did the interventions impart to affected ecosystems and biodiversity?	
OQ 2	To what extent were IFAD able to scale up successful interventions at sub-national or national level? What were the best practices in scaling up? Why?	
OQ 2	To what extent was IFAD able to promote policies, strategies to help the most marginalized smallholder farmers and their communities adapt to climate change? What were the best practices in scaling up? Why?	
OQ 2	To what extent were IFAD interventions able to strengthen institutional capacities to support the most marginalized smallholder farmers and their communities adapt to climate change?	
OQ3	Are IFAD's commitments, policy, mainstreaming strategy, guidance and tools, knowledge-base, technical capacity, financial resources and financial instruments, fit-for-purpose to strengthen the most marginalized smallholder farmers' ability to adapt to existing and projected climate risks?	
Sustainability	<i>Are the benefits of adaptation measures sustainable after project closure? Includes risks and trade-offs especially between the humans and ecosystems?</i>	<i>Key informant interviews, Expert panel, Literature</i>

<i>Evaluation Criteria</i>	<i>Potential evaluation questions</i>	<i>Information sources</i>
OQ1	To what extent have local communities and their institutions assumed ownership of IFAD interventions and replicated successful climate adaptation practices?	<i>review, Desk review, Portfolio review, Case studies, Survey</i>
OQ1	Were the adaptation measures adequate to address varying intensities and frequencies of climatic and other shocks in the short and medium term (5-20 years)?	
OQ1	To what extent did IFAD integrate sustainable natural resource management into its adaptation interventions?	
OQ1	Are the farm and community interventions sustainable? For example are the returns to livelihoods and food security sufficient to sustain the adaptation efforts?	
OQ2	To what extent COSOPs offer clear strategies to leverage lending activities to inform government policy frameworks?	
OQ3	To what extent the new and ongoing IFAD interventions incorporate drivers of sustainability identified from past experience?	
Gender equality and women's empowerment	<i>Extent to which IFAD-supported interventions contribute to improving the equality and empowerment of women</i>	<i>Key informant interviews, Literature review, Desk review, Portfolio review, Case studies, Survey</i>
OQ1, OQ2, OQ3	To what extent have the past and present COSOPS and IFAD incorporated an adequate gender equality and gender empowerment perspective when strengthening smallholder farmers adapt to change?	
OQ1	Have IFAD innovation activities had any unintended adverse impacts on women as decision-makers, community leaders or beneficiaries?	
OQ1	What type of climate adaptation interventions have helped improve gender equality and empowerment? Are they embedded in the projects approved in the last two years?	
OQ1, OQ3	Has IFAD mainstreamed, scaled up and worked as an advocate for gender sensitive adaptation interventions?	
OQ1, OQ3	What are the best practices in designing and implementing gender sensitive adaptation interventions? Are they incorporated in ongoing interventions and new designs?	
Relevance	<i>Extent to which the intervention is sensitive to main conditions in which it occurs (especially IFAD strategies)</i>	<i>Key informant interviews, Literature review, Desk review, Portfolio review, Case studies, Survey</i>
OQ1, OQ2, OQ3	To what extent IFAD's climate strategies, policies, and operations are able to address the adaptation needs of the most marginalized and vulnerable in rural areas? Are they adapting to changing climate conditions?	
OQ2	To what extent COSOPs and projects accurately reflect the local knowledge and information in assessing climate risks? Recognize the need to conserve ecosystems and biodiversity? To what extent the COSOPs and projects reflect the local knowledge in designing the portfolio and projects?	
OQ1	Extent to which poor rural producers participate in the identification of climate adaptation products and models, in IFAD-supported climate adaptation interventions (women, Indigenous, youth)	
OQ3	How have IFAD's climate adaptation efforts responded to changing knowledge and forecasts about climate change?	

<i>Evaluation Criteria</i>	<i>Potential evaluation questions</i>	<i>Information sources</i>
OQ3	Are IFAD's strategies, policies, capacities, resources and knowledge base adequate and appropriate to deliver on its climate adaptation commitments? Are IFAD's efforts to mainstream climate adaptation in all its operations on track?	
Efficiency	<i>Timeliness and good use of resources to achieve results</i>	<i>Key informant interviews, Literature review, Case studies, Survey</i>
OQ2	To what extent IFAD used partnerships to promote knowledge acquisition and transfer, scaling up and influence policies to strengthen smallholder climate adaptation?	
OQ4	To what extent IFAD oversight and support responded in a timely manner to dynamic and evolving climate risks? ensure integration of climate adaptation into all programs and projects?	
Coherence	<i>Addressing how well climate adaptation and IFAD poor smallholder approaches and interventions fit together</i>	<i>Key informant interviews, Expert panel, Literature review, Desk review, Portfolio review, Case studies, Survey</i>
OQ1, OQ2	Are IFAD-supported smallholder interventions based on sound climate risk assessments and integrate a systematic integration of local knowledge in COSOP and project designs.	
OQ1, OQ2, OQ3	To what extent IFAD's finance instruments, including supplementary funds, address the gaps in adaptation finance architecture serving the most vulnerable to climate risks?	
OQ1, OQ2	Is there clarity on the concepts of climate, adaptation and resilience within IFAD and in-country, and have these been translated into COSOP and project designs?	
OQ2	Were national policies aligned with and supportive of smallholder adaptation to climate change?	
OQ3	To what extent were the climate adaptation approaches for poor smallholders and their communities in IFAD-supported projects compatible with principles of sustainable natural resources management?	
	Are IFAD's commitments to governing bodies and strategies pertaining to climate change adaptation supported by appropriate resource base, instruments, tools and capacities within IFAD?	
	What capacities, instruments and interventions should IFAD consider for the future?	
	Does IFAD have appropriate M&E frameworks, tools, and capacities to capture results of its adaptation interventions?	
Scaling up	<i>Extent to which the benefits of the IFAD-supported interventions spread climate-sensitive approaches through replication (scaling out) and through integration in programs and policies nationally and globally (scaling up)</i>	<i>Key informant interviews, Literature review, Portfolio review, Intensive review sample, Case studies, Survey</i>
OQ2	To what extent have governments and partners adopted and scaled up IFAD climate adaptation interventions?	
Innovations	To what extent has IFAD operations promoted innovations that i) promoted smallholder climate adaptation , ii) were disseminated and scaled up, iii) helped strengthen ecosystems	<i>Key informant interviews, Expert panel, Literature review, Desk review, Portfolio review, Case studies, e-Survey</i>

Key milestones of IFAD's support to climate change adaptation

1. Table 1 below presents the key milestones of IFAD's support to climate adaptation. The year 2004 marked the first time climate adaptation became an explicit objective of IFAD interventions when it became an accredited implementation partner to GEF with financing approved for climate adaptation related interventions.²⁷ The first corporate declaration of climate adaptation as an operational priority came with IFAD8 for the 2010-2012 cycle that was approved by the Executive Board in 2009. The first IFAD climate change strategy soon followed in 2010 and IFAD established an environment and climate division (ECD) to support related interventions. IFAD intensified its corporate commitments since 2010. Its Strategic Framework of 2011-15 recognized climate adaptation as a priority; and as mentioned earlier, the subsequent Strategic Framework of 2016-2025 included climate adaptation as one of the three corporate priorities. The Fund also made commitments towards climate action in successive replenishments, IFAD9, 10 and 11. In the tenth replenishment of its resources (2016-18), IFAD committed to mainstream climate adaptation in all its projects (100 percent). IFAD11 committed to invest at least 25 per cent of its Programme of Loans and Grants (PoLG) in climate-focused activities, including both climate change adaptation and mitigation. In 2018, IFAD released a new IFAD strategy and action plan for environment and climate change for the period of 2019-25 and restructured ECD to mainstream environment and climate change response in IFAD operations, as well as other mainstreaming priorities such as gender, youth and nutrition.
2. Operationally, IFAD launched its first major initiative to promote climate adaptation action through its Adaptation of Smallholder Agriculture Programme (ASAP) in 2012. This programme offered a supplementary funding window to finance additional qualitative and climate resilience dimensions in IFAD projects. In addition, to mainstream climate adaptation in programmes, the new Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) was established in 2015. SECAP was introduced to integrate social, environmental and climate change assessments into IFAD investment designs to ensure that, where appropriate, risk management measures were undertaken. It has been a key instrument for mainstreaming climate adaptation in IFAD operations. As a follow-up to the existing ASAP programme, in 2016 ASAP II was launched to support project design activities to be climate risk-informed, to forge new partnerships and carry out pilot testing of innovative initiatives for the duration of IFAD's 2016-2025 Strategic Framework. A mid-term review of ASAP-I was being completed as of the time of writing this Approach Paper.

²⁷ One of the earliest climate action related interventions of IFAD was the Special Programme for Sub-Saharan Africa (SPA) initiated in 1986, in response to the numerous famines during 1983-85. The project mobilized a total of US\$322 million. A second phase of SPA was initiated in 1993.

Table 1
Milestones of IFAD's engagement in the climate change agenda

<i>Year</i>	<i>Event</i>	<i>Reference Document</i>
2004	IFAD approved as an accredited implementing organization of GEF and approve financing the first intervention to explicitly address climate adaptation	
2009-2010	IFAD8 declares combating climate change as an operational priority	Report on the consultation on Eighth replenishment of IFAD resources
2010	IFAD's approves the first climate change strategy.	IFAD Climate Change Strategy 2010
2010	Environment and climate division (ECD) formed (restructured in 2019 as ECG, Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division)	
2011	IFAD strategic framework (2011-15) recognizes resilience to climate change adaptation as an objective. Commitment to address climate adaptation made a part of IFAD9 commitments.	IFAD Strategic Framework 2011-15. IFAD-9 resource replenishment consultations report.
2011	IFAD prepares the concept note for Adaptation of Smallholder Agriculture Programme (ASAP)	ASAP Concept Note
2011	IFAD has three commitments on climate change adaptation.	IFAD9 commitments
2012	ASAP-I approved	
2014	IFAD10 has 4 commitments related to climate adaptation, including a commitment to mainstream climate adaptation in 100 percent of project designs. In addition to IFAD9 indicator two new climate adaptation related indicators introduced in IFAD10.	IFAD10 commitment document
2015	Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) replaces IFAD's Environmental and Social Assessment Procedures (ESAP). Recognition of climate change in the safeguards document.	SECAP document 2015
2016	IFAD's 2016-25 strategic framework recognizes climate change adaptation as one of the three strategic objectives	IFAD 2016-25 strategic framework
2016	ASAP II designed as a technical assistance and knowledge management window for adaptation	ASAP II concept note
2017	Updated SECAP document released to account for the mainstreaming commitments of IFAD10	IFAD 2017 SECAP document
2017	IFAD11 commitment that <i>"project budgets will be categorized to respond to the Rio markers and, in addition to ensuring that 100 per cent of projects mainstream climate concerns, Management will ensure that at least 25 per cent of IFAD's PoLG is specifically climate-focused"</i> .	IFAD11 commitment document
2018	New IFAD strategy and action plan for environment and climate change 2019-25 released integrating climate adaptation and mitigation strategies with its environment strategy for the first time.	IFAD Strategy and Action Plan on Environment and Climate Change 2019-2025
2018	Environment, climate, gender and social inclusion division (known by acronym ECG) formed to mainstream these areas in IFAD Operations	
2020	Midterm review of ASAP-I ongoing and expected to be completed.	

Descriptive analysis of IFAD's projects supporting smallholder farmers' adaptation to climate change

Rationale: The aim of the portfolio analysis is to provide an evidence base to construct the theory of change for IFAD's climate interventions and to gain understanding of the climate related activities in IFAD loan-funded projects.

IFAD Interventions and activities in support of smallholder climate adaptation

IFAD supports on and off-farm strategies to diversify livelihoods of rural poor in areas facing climate risks. This includes developing micro/small enterprises, fisheries and other rural income-generation activities. This aims to minimise their exposure to adverse effects of climate change.

Portfolio and document review indicate that IFAD supports the following: integrated agricultural and livestock production systems, improved seed varieties, climate-resilient seeds/breeds, pest and disease management to improve yield, better water management through irrigation infrastructures and technologies to use water efficiently and building climate-resilient rural infrastructures. It acts to strengthen capacities of disaster-risk management and early warning systems and provides financial services for climate-risk management and weather-index insurance for smallholders to manage and recover from climate change effects. IFAD operations support improving smallholder practices and awareness of managing natural resources through restoration or improvement of soil, pastures/rangelands, coastal areas, forest and watersheds to minimize harm to ecosystems and manage them better.

IFAD non-lending activities (partnerships, capacity development, policy dialogue and knowledge management) support sustaining smallholder climate adaptation efforts. Policy dialogue and engagement at global, national and subnational level is critical for creating an enabling environment to sustain and promote climate adaptation actions of smallholders. Scaling up successful interventions is essential. Knowledge management is an important way to transmit and exchange good practices and lessons from IFAD operations and experiences to other countries/regions or to other partners.

Approach: The analysis constructs portfolios necessary to assess project level contributions of IFAD to smallholder adaptation as well as subnational and national level contributions. To this end, three portfolios were constructed, two involving projects and a third one comprising of COSOPs.

As discussed in the text, this analysis will assess not only the projects that have declared their intent to address climate resilience, but also those with activities that could contribute to smallholder climate resilience.

To identify these climate-related interventions, the team developed a list of categories of activities that could contribute to climate adaptation by analysing the portfolio of interventions that are explicitly focused on climate adaptation such as the ASAP-I. Evidence on contribution to climate change adaptation and corresponding ratings were compiled from the IOE evaluations in the ARRI database. This evidence provided the basis to construct the theory of change.

Scope of the Portfolios:

Portfolio I: Recognizing that an explicit focus on climate adaptation in IFAD began with the partnership with the Global Environmental Facility in 2004, IFAD loan projects approved in 2004 or after were considered for inclusion. Among these projects, only those completed by 2018, and evaluated by the IFAD Independent Office of Evaluations (IOE) were included. A total of 144 such projects were identified. Table 1 provides the type of evaluations conducted on these projects. The Annual Report on Results and Impact of IFAD Operations (ARRI) database was used to identify the evaluations and the evaluated projects. Table below provides the distribution of the types of evaluations in the database.

Table 1
Distribution by evaluation categories

<i>tion type</i>	<i>Frequency</i>
CPE/CSPE	9
IE	3
PCRV	97
PPA/PPE	35
Total	144

Portfolio II: The second portfolio included all projects approved during the period 2010²⁸-2019 which will assist in identifying the continuities and discontinuities in project activities with key milestones identified in Table 1 of Appendix II.

Portfolio III: The third portfolio includes 49 COSOPs approved during the period 2010-2019. Analysis of this portfolio will provide inputs to the assessment of related non-lending activities of IFAD such as policy dialogue, partnership building and knowledge management while also looking at the Fund's approaches to scaling up successful climate interventions and assessing climate risks.

Of these portfolios, the ongoing projects and active COSOPs will contribute to the formative component of the evaluation, while the completed projects and COSOPs (approved during 2010-2019) will provide the basis for the summative component of the evaluation.

Portfolio Analysis

A. Categories of Climate Adaptation Interventions

As the first step, interviews with IFAD Operations staff and managers and document review, were used to identify categories of related activities that are presented in Table 2.

The team reviewed the project completion report (PCR)²⁹ of each evaluated project to determine, and if the project had one or more activities that contributed to smallholder climate adaptation it was included in the database. For analytical purposes, it was necessary to adapt OECD DAC approach of identifying the intensity of climate adaptation interventions, and the intensity of the climate adaptation intervention was also identified through the review of activities of projects. Finally, information on the IOE evaluation rating of the climate adaptation was obtained from the ARRI database. The resulting database provided the basis to construct a high-level theory of change mentioned above.

²⁸ The year 2010 corresponds to the year when climate response became an organizational priority under IFAD8.

²⁹ It became clear that in a number of instances not all activities listed in the PDRs were pursued during implementation. Hence, it was decided to review the PCRs to determine the actual activities pursued by projects. While the PCRs provided information on the activities, the ratings of climate adaptation came only from the evaluations conducted by IOE.

Table 2
Climate Adaptation Interventions – Categories and subcategories

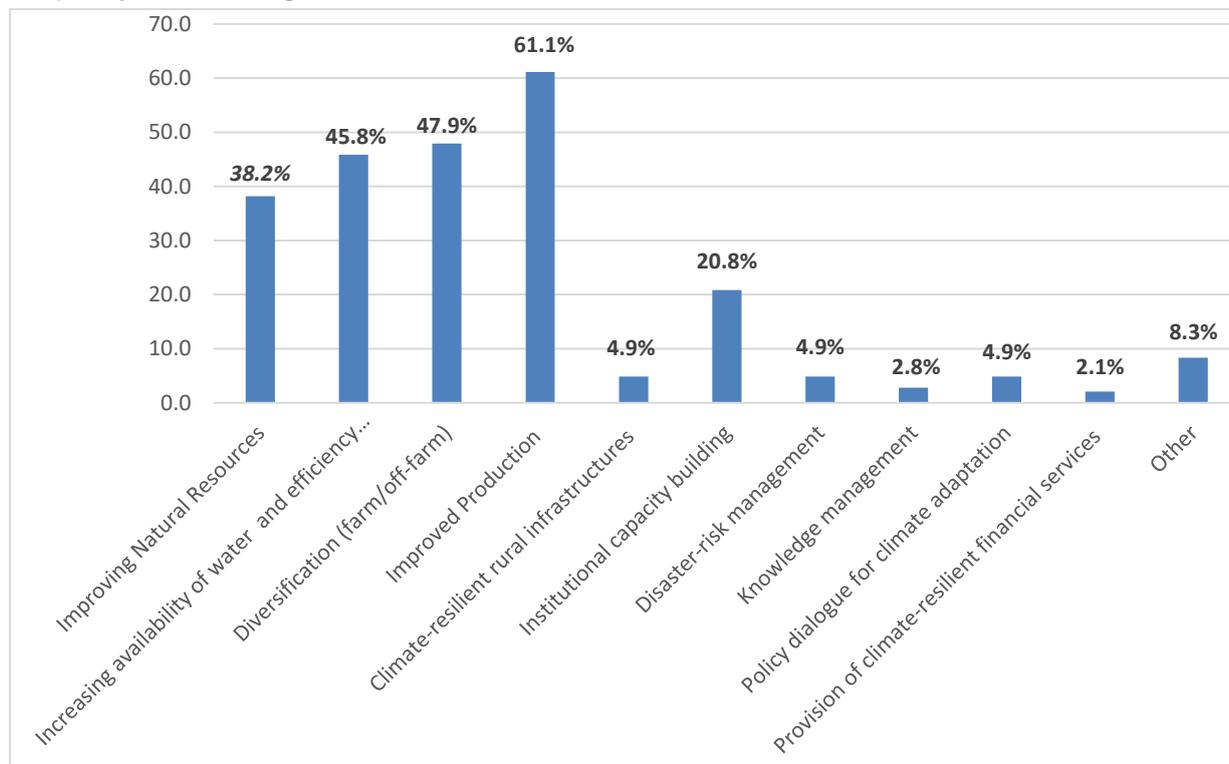
<i>Category</i>	<i>Subcategory</i>
Improving Natural Resources Management	Restoration and management of NR
	Integrated watershed management
Increasing availability of water and efficiency of water use	Water management
	Irrigation infrastructures/Technologies
Diversification	
Improved Production	Integrated production systems
	Improved Seeds/yields M&P
	Climate-resilient seeds/breeds
	Pest and disease management
	Livestock
Climate-resilient rural infrastructures	Irrigation, market places, storage, protections works
Institutional capacity building	Support to new extension systems including adaptation to climate change
Disaster-risk management	Capacity building on disaster risk management
	Early warning systems
Knowledge management	South-South Triangular Cooperation
Policy dialogue for climate adaptation	
Provision of climate-resilient financial services	Financial services for climate-risk management
	Weather-index insurance
Other	

As shown in Figure 1, the most common climate activity came under the category of improving production (61 percent of the projects). The other common activities include diversification of livelihoods (47.9 percent), and increasing the availability of water and efficiency of water use (45.8 percent). The least common categories were Provision of climate resilient financial services (2.1 percent) and knowledge management with 2.8 percent.

Figure 1 below shows the frequency of the main categories of climate adaptation among the selected projects, noting that each project may have activities in more than one category.

B. Distribution of Climate Action Categories

Figure 1
Frequency of Main Categories



The Table 3 below shows the frequency of the main categories of climate adaptation by year of approval.

Table 3
Categories by year

Year	Number of Evaluations	Improved Production	Diversification	Increasing availability of water and efficiency of water	Improving Natural Resources	Institutional capacity building	Other	Climate-resilient rural infrastructures	Policy dialogue for climate adaptation	Disaster-risk management	Knowledge management
2004	22	14	11	10	9	4	2	0	0	1	0
2005	25	13	12	10	11	3	0	1	1	1	2
2006	23	13	11	10	7	4	2	0	1	0	0
2007	28	15	10	11	11	7	3	3	1	0	2
2008	18	9	11	7	9	6	2	1	1	1	0
2009	16	9	9	9	5	3	2	1	2	1	0
2010	9	8	4	7	3	2	1	0	0	1	0
2011	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
2012	1	0	0	0	0	1	0	1	1	1	0
Total	144	82	69	65	55	30	0	7	7	6	4

C. Categories by Regions

The following figures shows the trends of the major categories of interventions by regional divisions.

Figure 2
Diversification – Regions

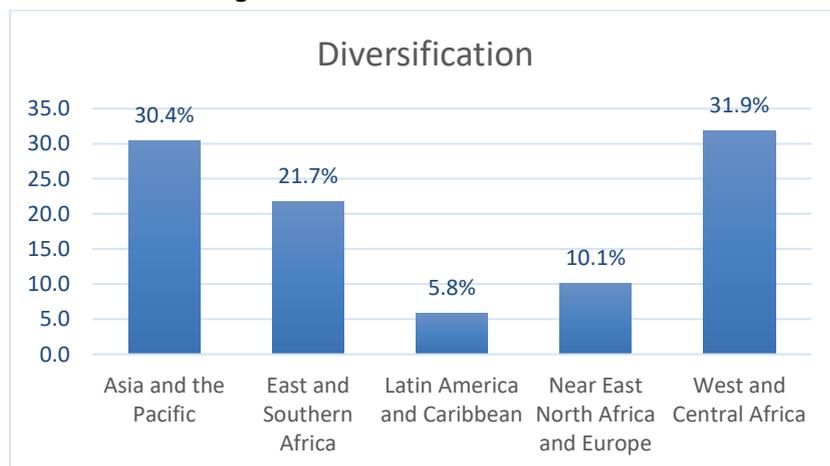


Figure 3
Improved Production category - Regions

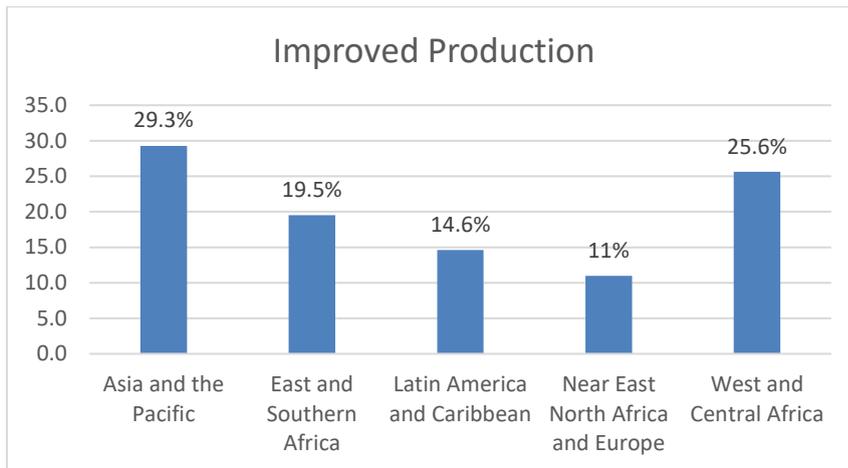


Figure 4
Increasing availability of water - Regions

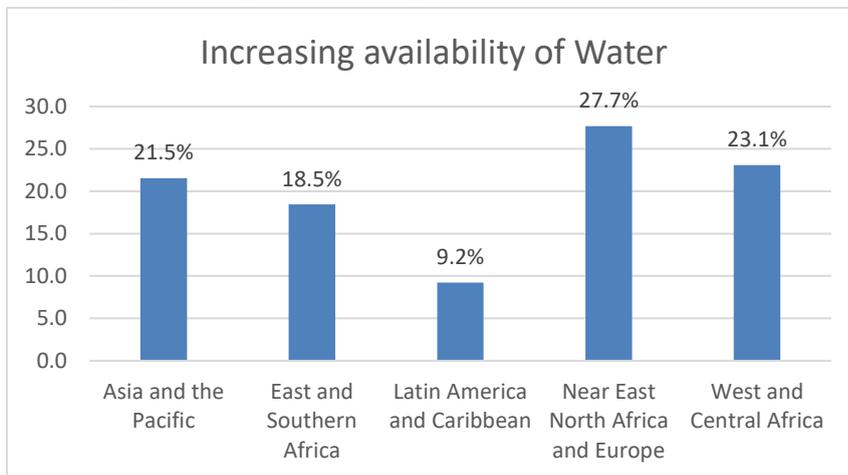


Figure 5
Improving ENRM - Regions

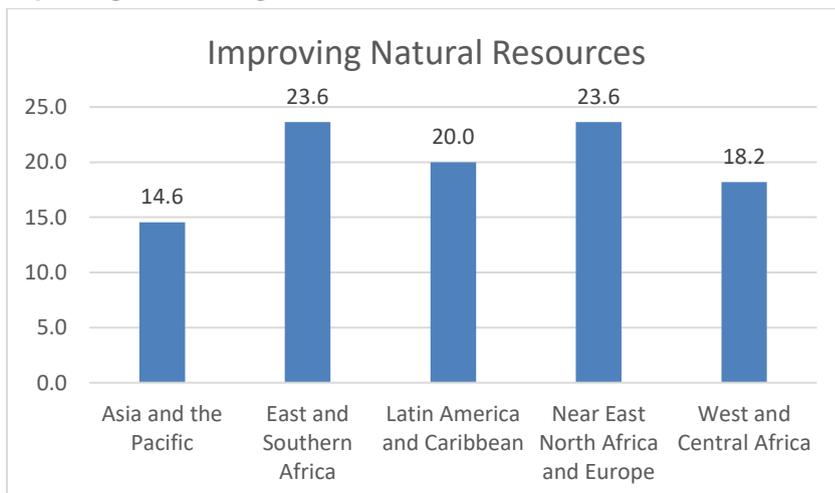
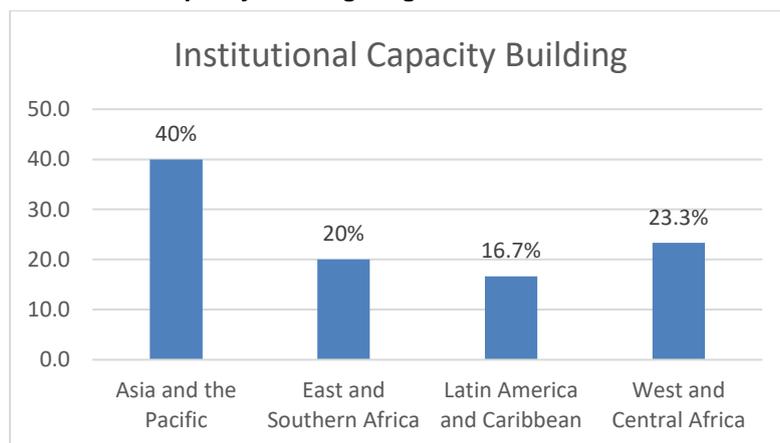


Figure 6
Institutional Capacity Building - regional divisions



D.Intensity of the Climate Adaptation Intervention

The following classification closely maps the Rio markers of OECD DAC denoting the intensity of focus of interventions on climate adaptation.

Table 1
Intensity of intervention's engagement with climate adaptation (OECD DAC RIO markers)

Category	Description
0	If project the project is not targeting climate adaptation
1	A project can be marked as significant (1) when the objective (climate adaptation) is explicitly stated but is not the fundamental driver or motivation for undertaken it. Instead, the activity has other prime objectives but it has been formulated or adjusted to help meet the relevant climate concerns.
2	A project can be marked as principal (2) when the objective (climate adaptation) of the project explicitly stated as fundamental in the design of, or the motivation for, the activity. Promoting the objective will thus be stated in the activity documentation as one of the principal reasons for undertaking it.
Null	Activities for which the answer is not known or the document not available

The following table shows the distribution of the intensity of interventions per project based on the desk review.

Table 2
Project Distribution by Intensity

Category	Number of projects	%
0	17	11.8
1	84	58.3
2	19	13.2
Null	24	16.7
Total	144	100

DI.IOE Ratings

The following tables shows the IOE ratings for the analysed projects on Adaptation to climate change and environment and natural resources according to ARRI database.

Table 3

Adaptation to Climate Change ratings

<i>Rating</i>	<i>Number of projects</i>	<i>%</i>
2	8	5.6
3	21	14.6
4	67	46.5
5	16	11.1
N.A	32	22.2
Total	144	100

Table 4

Environment and Natural Resources ratings

<i>Rating</i>	<i>Number of projects</i>	<i>%</i>
3	23	16.0
4	65	45.1
5	32	22.2
6	1	0.7
N.A	23	16.0
Total	144	100

People consulted

Name	Division	Title
Margarita Astralaga	ECG	Director
Liza Leclerc	ECG	Lead Technical Specialist
Riccie Symons	ECG	Environment and Climate Analyst
Massimo Giovanola	PMI	Technical Specialist, PARM
Sara Savastano	RIA	Director
Romina Cavatassi	RIA	Lead IA Group
Fabrizio Bresciani	APR	Regional Economist
Iaria Firmian	APR	Regional Specialist
Henrik Franklin	ESA	Lead Portfolio Adviser
Shirley Chinien	ESA	Regional Economist
Paolo Silveri	LAC	Regional Economist
Naoufel Telahigue	NEN	Head Hub/Country Director
Nicholas Tremblay	NEN	Regional Climate and Environment Specialist
Sylvie Marzin	WCA	Lead Portfolio Adviser
Amath Sene Pathe	WCA	Regional and Climate and Environment Specialist (ECG out-posted)
Ilyasse Elbaroudi	WCA	Consultant, Climate, Environment and Natural Resources Management, WCA
Alashiya Gordes	OPR	Technical Specialist
Edward Heinemann	OPR	Lead Technical and Policy Advisor to the Associate Vice President PMD
Soledad Marco	OPR	Senior Policy and Results Specialist
Raniya Sayed Khan	OPR	Policy and Results Specialist
Luna Montozzi	OPR	Consultant

Preliminary bibliography

IFAD documents

- IFAD (2008), *Environmental and Social Assessment Procedures*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2009), *IFAD's response to climate change through support to adaptation and related actions*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2010), *Climate Change Strategy*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2010), *IFAD Strategic Framework (2011-15)*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD. (2011), *Climate-smart agriculture: What's different?*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2014), *Social, Environmental and Climate Assessment Procedures*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2015), *IFAD Strategic Framework (2016-25)*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2015), *How to do note – Measuring Climate Resilience*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2016), *IFAD Development Effectiveness Framework*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD. (2016), *Climate mainstreaming in IFAD-funded programmes*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IOE-IFAD. (2016), *Environment and natural resource management evaluation synthesis*, Independent Office of Evaluation of International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2016), *Operational procedures on country strategies*, Independent Office of Evaluation of International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy.
- IOE-IFAD (2016), *Evaluation manual*, Independent Office of Evaluation of International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy.
- IFAD. (2017). *Mainstreaming of climate, gender, nutrition and youth*, Independent Office of Evaluation of International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2017), *Taking IFAD's Results and Impact Measurement System to the next level*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2017), *Social, Environmental and Climate Assessment Procedures*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2018), *Climate Action Report*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2018), *Report of the consultation on eleventh replenishment of IFAD resources*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2018), *IFAD Strategy and Action Plan on Environment and Climate Change 2019-2025*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2019), *Operational procedures and guidelines for country strategies*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2019), *Climate action report*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- IFAD (2019), *IFAD Climate Finance Tracking Guidelines*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy

ASAP Documents

- IFAD (2011), *Concept Note of Adaptation for Smallholder Agriculture Programme*, International Fund for Agricultural Development, Rome, Italy
- ODI (2015), *Progress Review of the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme*, Overseas Development Institute, London, United Kingdom
- DFID (2018), *Annual Review of Adaptation for Smallholder Agriculture Programme*, London, United Kingdom

External documents

- Camila I. Donattia *, Celia A. Harveya , M. Ruth Martinez-Rodrigueza , Raffaele Vignolab and Carlos Manuel Rodriguez (2019). Vulnerability of smallholder farmers to climate change in Central America and Mexico: current knowledge and research gaps. *Climate and Development*, Vol. 11, No. 3, 264–286
- EBRD (2018), *Joint Report on Multilateral Development Banks' Climate Finance*, European Bank for Reconstruction and Development, London, United Kingdom
- FAO (2019), *State of food security and nutrition in the world*, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, Italy
- Fyfe, A. (2002). Bitter harvest, child labour in agriculture. Geneva: International Labour Organization
- IEO GEF. (2018), *Evaluation of Programmatic Approaches in the GEF Volume 2 Technical Documents*, Independent Evaluation Office of Global Environment Facility, Washington DC
- IPCC (2014), *Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, R.K. Pachauri and L.A. Meyer (eds.)]*, Intergovernmental Panel on Climate Change, Geneva
- IPCC 2018 Glossary of IPCC special report on Global Warming of 1.5°C: Climate risk also includes the consequences of adaptation or mitigation responses to such a hazard.
- Lowder, S. K., Scoet, J., & Raney, T. (2016). The number, size and distribution of farms, smallholder farms and family farms worldwide. *World Development*, 87, 16–29
- Morton, J. F. (2007). The impact of climate change on smallholder and subsistence agriculture. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104(50), 19680–19685.
- OECD DAC (2010), *OECD Rio markers for climate*, Organization for Economic Cooperation and Development – Development Assistance Committee, Paris, France
- Reid, H. (2016), *Ecosystem- and community-based adaptation: learning from community-based natural resource management*, *Climate and Development*, 4-9.
- Rowe, A. (2019). Rapid Impact Evaluation. *Evaluation*, 496-513.
- S. Hallegatte, M. B.-S. (2015). *Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty*. Washington DC: World Bank.
- Uitto, J. I. (2016), *Evaluating the environment as a global public good*, *Evaluation*, 108-115.
- Uitto, J. I. (2019), *Sustainable Development Evaluation: Understanding the Nexus of Natural and Human Systems*, *New Directions in Evaluation*, 49-67.
- UNEP (2013). Smallholders, food security and the environment. Rome: IFAD, UNEP.
- UNEP (2018). The Adaptation Gap Report 2018.
- World Bank (2019), *Action plan on climate change adaptation and resilience*, World Bank Group, Washington DC